

La gestion des APC passée au crible

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Vot^re quotidien national

Quatorzième année - N° 4999 - Jeudi 6 février 2020 - Prix : 10 DA

Alors que le maire de Béjaïa est suspendu

Le vice-président chargé de l'éducation, culture et santé claque la porte

Page 24



Tamanrasset

Saïd Chanegriha supervise l'exécution de tirs avec missiles sol-air

Page 3

Pagaille démocrate dans l'Iowa

Par Mohamed Habili

Jusqu'à récemment, beaucoup de ceux-là mêmes qui connaissaient le vainqueur de la première primaire démocrate, les caucus de l'Iowa, tenus le 3 février mais non encore totalement terminés à l'heure où ces lignes sont écrites, pulvérisant cette fois-ci tous les records de confusion, ne savaient pas comment prononcer son nom Pete Buttigieg. Pour le dire correctement, non seulement il faut l'entendre prononcer par quelqu'un de fiable, ce qui est la règle en anglais, mais encore, il faut s'y exercer un bout de temps. Les résultats étaient attendus, heure algérienne, avant-hier au matin. Plus de 24 heures plus tard, ceux qui ont été donnés ne sont pas complets. Pete Buttigieg vient donc en tête, en particulier devant Bernie Sanders, qui cependant le talonne d'assez près, mais plutôt loin devant Elizabeth Warren et Joe Biden, le favori dans les sondages à l'échelle nationale, qui arriverait en quatrième position. Ce qui du reste n'a pas constitué une surprise pour tout le monde. Il semble que ce qui cette fois-ci a ajouté à la confusion habituelle dans les caucus, c'est la mise en œuvre d'une nouvelle application, tenue jalousement secrète pour éviter intrusion et hacking. Un secret tellement bien gardé qu'il échappait en partie même à ceux qui étaient au parfum. D'où la question : le vainqueur au nom imprononçable doit-il sa victoire à sa seule force de persuasion ? Ou la tient-il au moins en partie à la pagaille qui a présidé à l'opération ?

Suite en page 3

Plan d'action du gouvernement

Tebboune préside aujourd'hui un Conseil des ministres extraordinaire



Abdelmadjid Tebboune présidera, aujourd'hui, une réunion du Conseil des ministres pour examiner le plan d'action du gouvernement et l'adopter. Le texte sera ensuite présenté par le Premier ministre au niveau des deux Chambres du Parlement, APN et Sénat. Lire page 2

Le Président chinois met l'accent sur la prévention et le contrôle de l'épidémie

Un nouveau bilan du coronavirus grimpe à près de 500 morts

Page 2

Maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen

Vernissage d'une exposition collective d'arts plastiques

Page 13

Plan d'action du gouvernement

Tebboune préside aujourd'hui un Conseil des ministres extraordinaire

■ Abdelmadjid Tebboune présidera, aujourd'hui, une réunion du Conseil des ministres pour examiner le plan d'action du gouvernement et l'adopter. Le texte sera ensuite présenté par le Premier ministre au niveau des deux Chambres du Parlement, APN et Sénat.

Louiza Ait Ramdane

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, préside, aujourd'hui, une réunion extraordinaire du Conseil des ministres pour l'examen et l'adoption du plan d'action du gouvernement, en prévision de sa présentation à l'Assemblée populaire nationale (APN) et au Conseil de la nation, conformément à la Constitution», précise le communiqué de la Présidence de la République.

Le plan d'action du gouvernement devrait donc contenir une batterie de mesures de redressement de l'économie nationale en berne que l'Exécutif aura pour mission de remettre sur les rails. La relance de l'économie est donc le chantier prioritaire du président Tebboune. Le plan du gouvernement doit surtout traduire, sur le terrain, les engagements du président Tebboune, exprimés lors de la campagne électorale de l'élection présidentielle du 12 décembre. Lui qui a fait campagne avec un programme comportant pas moins de 54 engagements à concrétiser. Le plan d'action du gouvernement s'en est certainement inspiré pour transformer les promesses de campagne en mesures palpables. Il avait lors de ses sorties fait part de sa volonté d'accélérer la mise en œuvre de plusieurs chantiers qu'il avait promis d'ouvrir. Au plan politique, la révision de la Constitution est le premier chantier qu'il a promis d'attaquer. Une



Ph/D. R.

révision profonde qui a nécessité la coordination de la classe politique et de la société civile. Cette étape sera suivie de la révision d'autres lois aussi fondamentales, à l'instar de celle relative au régime électoral. Il a promis une reformulation du cadre juridique des élections, un renforcement de la bonne gouvernance à travers la séparation du monde des affaires de la politique et une mise en place de mécanismes garantissant la probité des fonctionnaires publics. Une réforme globale de la justice, de l'organisation territoriale et de la gestion de l'administration locale et le

raffermissement de la démocratie participative sont également parmi les réformes promises par le président.

Le domaine social aura l'attention nécessaire, voire la priorité absolue afin de hisser le niveau de vie du citoyen algérien, comme annoncé auparavant par M. Tebboune, affirmant que l'Etat sera aux côtés des classes moyennes et vulnérables de la société pour leur offrir une vie décente et augmenter le pouvoir d'achat de tous les citoyens, avec suppression de l'imposition des faibles revenus. La relance de l'économie dont le

président de la République fait une de ses autres priorités figurera également en très bonne place dans le plan d'action du gouvernement.

Le programme du président Tebboune dans son volet économique vise la mise en œuvre d'une profonde restructuration, réorientation de l'économie à travers une politique totalement indépendante de la rente pétrolière ou d'un autre endettement extérieur et l'amélioration de la vie des Algériens. Lors de la présentation de son programme électoral, Tebboune s'était engagé à appliquer une nouvelle poli-

tique de développement hors-hydrocarbures, la substitution des produits importés par d'autres locaux, en vue de préserver les réserves de change, la promotion des start-up et le renforcement du rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale. Aussi, il s'est engagé à améliorer le climat des affaires, encourager l'investissement, notamment l'investissement extérieur direct. En outre, le gouvernement devra dévoiler son plan de lutte contre la corruption.

L. A.

Le Président chinois met l'accent sur la prévention et le contrôle de l'épidémie

Un nouveau bilan du coronavirus grimpe à près de 500 morts

Au moment où le président chinois met l'accent sur la prévention et le contrôle de l'épidémie fondés sur la loi, le bilan de l'épidémie du coronavirus en Chine est monté hier à près de 500 morts, sur plus de 24 324 cas confirmés et l'annonce de 3 887 nouveaux cas dans le pays. Il s'est propagé à une vingtaine de pays, où quelque 200 cas de contamination ont été enregistrés.

Le président chinois, Xi Jinping, a appelé hier à plus d'efforts législatifs, d'application de la loi, judiciaires et de respect de la loi pour accroître la capacité à mener la prévention et le contrôle de l'épidémie fondés sur le droit. Depuis son apparition en décembre en Chine, cette pneumonie virale, qu'est le coronavirus, a fait près de 500 morts et a atteint 24 324 personnes, après l'annonce de 3 887 nouveaux cas, a indiqué mercredi la commission nationale pour la santé. Dans son point quotidien, elle a également fait état de 65 nouveaux décès dus au virus, tous dans la province du Hubei (centre), épicentre de l'épidémie qui s'est accompagnée à travers le monde d'un flot de fausses informations qui se sont propagées sur les réseaux sociaux et internet,

faisant grimper le bilan à 490 morts. Bien que l'OMS ait estimé avant-hier qu'il n'y avait pas pour le moment de «pandémie» réelle, la Chine continue à prendre des mesures très strictes afin de tenter d'endiguer la propagation du virus. Après notamment la mise en quarantaine de facto d'une grande partie du Hubei et de ses plus de 50 millions d'habitants, trois agglomérations de la province orientale du Zhejiang, à plusieurs centaines de kilomètres de Wuhan, ont ainsi rendu publiques de nouvelles dispositions en vue de limiter les déplacements.

Hong Kong impose une quarantaine aux visiteurs venant de la Chine

Après la fermeture, due au premier décès, de l'ensemble des points de passage terrestres, à l'exception de deux ponts, tous les visiteurs entrant à Hong Kong en provenance de Chine continentale seront soumis à partir de samedi prochain à une période de quarantaine obligatoire de deux semaines, afin d'endiguer la propagation de l'épidémie du nouveau coronavirus, a annoncé la cheffe de l'exé-

cutive local. La compagnie aérienne hongkongaise Cathay Pacific a demandé, hier, à ses 27 000 employés de prendre trois semaines de congé sans solde. Les autorités sanitaires hongkongaises avaient indiqué avant-hier qu'il y avait désormais de plus en plus de preuves de cas de transmissions locales, touchant des personnes n'ayant pas voyagé récemment en Chine continentale. Dans la seule Chine continentale (hors Hong Kong et Macao), 425 personnes sont mortes, la plupart à Wuhan et dans la province du Hubei (centre), dont elle est le chef-lieu. C'est largement plus qu'en 2002-2003 lors de la crise du Sras (349 morts). D'autre part, à compter de samedi prochain et jusqu'au 20 février, des dizaines de compagnies aériennes internationales ont annoncé hier la suspension temporaire de leurs vols à destination de Hong Kong.

L'économie chinoise en berne

Au plan économique, avec un taux de 51,8 le mois dernier, contre 52,5 en décembre et 53,5 en novembre, l'activité

des services en Chine a ralenti en janvier, pour le deuxième mois consécutif, alors que la période est d'habitude marquée par une consommation accrue avant le nouvel an lunaire, selon un indice indépendant publié hier. La même étude relève également un essoufflement dans le secteur de l'industrie qui est tombé à 51,9 en janvier, contre 52,6, en décembre. Outre la fermeture ordonnée aux commerces, usines et entreprises, le premier constructeur automobile sud-coréen, Hyundai qui compte 20 usines à travers la planète, dont sept en Corée du Sud, a annoncé avant-hier qu'il allait interrompre cette semaine toute sa production dans le pays, en raison d'un manque de pièces lié au nouveau coronavirus apparu en Chine. Par ailleurs, la Maison-Blanche a prévenu de retards des achats massifs de produits américains prévus par la Chine dans le cadre de l'accord commercial préliminaire signé le 15 janvier entre les deux pays en raison du coronavirus. La Chine s'est engagée à acheter au cours des deux prochaines années pour 200 milliards de dollars de produits américains supplémentaires, notamment agricoles et manufacturiers.

Lynda Naili

Lutte contre la corruption

La gestion des APC passée au crible

Depuis une semaine, plusieurs présidents d'APC ainsi que leurs employés passent devant les juges d'instruction. Ils sont inculpés de plusieurs chefs d'accusation dont «abus de pouvoir», «dilapidation de deniers publics», «trafic d'influence» et autres.

Par Thinhinene Khouchi

On observe depuis un moment une vraie chasse aux corrompus et corrupteurs au niveau des différentes APC du pays. En effet, les tribunaux ne chôment pas et pour cause, il ne se passe pas un jour sans qu'un président d'APC ne soit inculpé dans des affaires de corruption. Hier, le juge d'instruction près le tribunal de Ammi Moussa, dans la wilaya de Relizane, a ordonné de placer sous mandat de dépôt le président de l'APC de Relizane et cinq autres personnes, poursuivis dans des affaires de corruption, a-t-on appris du parquet général près la cour de Relizane. Le président de l'APC de Relizane avec 46 autres personnes avaient été arrêtés suite à des investigations diligentes par la brigade des recherches de la Gendarmerie nationale de Relizane, dans le cadre d'une enquête sur des faits liés à la corruption. Les personnes arrêtées ont été présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Ammi Moussa. Avant d'être transférées au juge d'instruction, elles ont été entendues mardi soir par le procureur de la République, pour «*infraction à la législation dans l'attribution de marchés publics*», «*dilapidation de deniers publics*». Le juge d'instruction près ledit tribunal a ordonné de placer sous mandat de dépôt le maire de Relizane et cinq autres personnes, alors que les autres ont été mises sous contrôle judiciaire. La veille, le



juge d'instruction près le tribunal de M'sila avait placé le président de l'Assemblée populaire communale de Beni Ilmane et un employé de cette commune chargé de l'ouverture des plis et jugements des offres de réalisation des projets sous contrôle judiciaire pour des faits liés à la corruption. Le président de l'APC de Beni Ilmane (appartenant au RND) et l'employé concerné sont inculpés de plusieurs chefs d'accusation dont «abus de pouvoir», «dilapidation de deniers publics» et «trafic d'influence», a précisé la même source. Le juge d'instruction près le tribunal de M'sila avait entendu les deux mis en cause,

accusés dans des affaires liées à la corruption, au cours d'une audience qui a duré plusieurs heures, a-t-on indiqué. La même source a rappelé, par ailleurs, que l'ex-président de l'APC de Khetouti Sed El Djir a été placé sous contrôle judiciaire pour les mêmes chefs d'accusation, et ce, après avoir été entendu par le juge d'instruction près le tribunal de Hammam Dalaa. Au total, 28 présidents d'Assemblées populaires communales de la wilaya de M'sila sont poursuivis en justice dans des affaires liées à la corruption, a-t-on encore rappelé. Même cas à Annaba où le président de l'Assemblée populaire communale d'El Bouni,

Abdelaziz Latrèche, représentant une liste indépendante, a été suspendu de ses fonctions au sein de cette Assemblée en raison de poursuites judiciaires, et ce, sur décision du wali. Latrèche qui occupait le poste de président de l'APC d'El Bouni est actuellement poursuivi en justice au niveau du tribunal de Berrahal, a précisé la même source. Pour rappel, les présidents des APC de Ain El Barda, El Hadjar et Sidi Ammar ont également été précédemment suspendus de leurs fonctions, tandis que le président de l'APC de Annaba a démissionné.

T. K.

Tamanrasset

Saïd Chanegriha supervise l'exécution de tirs avec missiles sol-air

Le général-major Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP par intérim, a supervisé, hier à Tamanrasset, au troisième jour de sa visite à la 6^e Région militaire, l'exécution de tirs avec missiles sol-air contre des objectifs aériens ennemis, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). La visite du général-major Saïd Chanegriha «se poursuit, par l'inspection de certaines unités du Secteur militaire de Tamanrasset et la supervision de l'exécution de tirs avec missiles sol-air», précise le communiqué. Avant cela, et au niveau du Secteur opérationnel d'In Guezzam, le général-major avait suivi, mardi soir, «un exposé exhaustif sur le secteur de compétence présenté par le Commandant du secteur, pour procéder ensuite à l'inspection d'un poste frontalier avancé, où il s'est enquis des différentes procédures et mesures préventives adoptées pour la protection des frontières, notamment le système



électronique de surveillance des frontières, les différents remblais de terre et les installations de fortification qui contribuent efficacement à la sécurisation de nos frontières dans cette zone sen-

sible». Hier matin, «au niveau du champ de tirs et de manœuvres à Silat, relevant du Secteur militaire de Tamanrasset, le général-major a supervisé l'exécution de tirs avec missiles sol-air contre

des objectifs aériens ennemis». Ces tirs «ont été couronnés par un grand succès, en atteignant les cibles aériennes, prouvant l'efficacité du système de défense aérienne dans la protection de notre espace aérien. Ils reflètent, par ailleurs, la grande maîtrise des aspects technique et technologique du matériel moderne en dotation, ainsi que la volonté de l'ensemble des équipages d'accomplir parfaitement les missions qui leur sont assignées», relève la même source. Le général-major a, par la suite, inspecté des unités du Secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar, où il a suivi un exposé exhaustif sur le territoire de compétence, présenté par le Commandant du secteur. Il a, ensuite, visité un point frontalier où il s'est enquis des mesures prises pour la sécurisation des frontières, et «a exhorté les personnels qui y sont positionnés à fournir davantage d'efforts et faire preuve d'un haut degré de vigilance, afin de faire avorter toute tentative d'infiltra-

LA QUESTION DU JOUR

Pagaille démocrate dans l'Iowa

Suite de la page une

Encore faut-il se garder de le déclarer vainqueur, puisque le décompte, si l'on peut dire, un caucus par définition ne comportant pas de bulletins de vote, n'est pas encore fini ? Il reste encore quelque 30% de «traces écrites», «trail paper», pour parler comme les organisateurs de ce chaos, à passer en revue. De sorte qu'au bout du bout, Buttigieg peut se trouver non plus devant mais derrière Sanders, sinon derrière Warren et Biden, bien que personne ne semble croire beaucoup au rattrapage de ces derniers. S'il y a permutation, ce sera entre Buttigieg et Sanders. Or si avant le moment de vérité personne n'aurait parié sur la victoire du premier, celle du second était par contre annoncée par quasiment tous les derniers sondages. Pour l'establishment démocrate, l'objectif était justement de voir comment empêcher que Sanders ne décroche la nomination sans que le processus de désignation du candidat ne s'en trouve du même coup complètement décredibilisé. Le candidat de l'establishment démocrate, c'est Biden, qui arrive en quatrième position, tellement loin devant le vainqueur qu'il est condamné à rester à bonne distance de lui jusqu'à la fin non pas du décompte, mais de la reconstitution des quelque 1 700 caucus. Chacun de ces caucus se tenant en deux temps, un peu à la manière d'un vote à deux tours, ce qu'il faut reconstituer, c'est en réalité deux fois 1 700. Dès lors on comprend le retard, puis la lenteur, mis à l'annonce des résultats. Les républicains ont eu beau jeu tout au long de la journée d'hier de dire que des gens incapables d'organiser une élection ne devraient pas chercher à diriger un pays. Le seul véritable vainqueur des caucus de l'Iowa, c'est leur président, dont la désignation s'est faite sans le moindre accroc. Le même jour, il a prononcé son discours sur l'état de la nation, alors même que son procès en destitution n'est pas encore terminé. Tout se serait passé à la perfection sans ce coup de pistolet dans un théâtre tiré à la fin du discours par Nancy Pelosi, présidente de la séance. Elle avait attendu patiemment son dernier mot pour mettre en morceaux sa copie du discours. Un geste appuyé, ostentatoire qui a rendu la sortie de Trump particulièrement pénible. On aurait dit qu'il fuyait à petits pas devant tant de méchanceté faite femme. **M. H.**

tion de terroristes, d'immigrants clandestins, ou de trafiquants d'armes, de munitions et de drogues, ainsi que tout autre fléau nuisible à la sécurité et à l'économie nationales», ajoute le communiqué.

K. L./APIS

Industrie agroalimentaire

Une organisation patronale alerte sur la dégradation de la filière tomate

■ La Confédération algérienne du patronat (CAP) a tenu, hier, une rencontre de travail avec la Section nationale des conserveries et de la transformation des produits agricoles (SNCTPA) pour débattre des problèmes qui pèsent sur cette filière, notamment celle de l'industrie de la tomate, a indiqué un communiqué de la Confédération.

Par Hania G.

La réunion, présidée par le président de la Confédération, Boualem M'rakach et le président de la SNCTPA, Mohamed Moncef Zaim, au siège de la Confédération, a été consacrée à l'ensemble de ce secteur d'activité économique, «affecté grandement par une accumulation de difficultés», précise la même source. Evoquant un rapport établi par les cercles de production, la Confédération dresse un constat «inquiétant» de cette filière, en citant «12 000 familles qui se retrouvent dans la précarité à cause des problèmes auxquels font face les entreprises de l'industrie agroalimentaire». La Confédération évoque également «2 500 agriculteurs qui ont abandonné la culture de la tomate industrielle, faute d'unités de



transformation installées, en plus de celles qui sont à l'arrêt et dont les potentialités de production sont estimées à 60 000 tonnes de concentré de tomate». Une

quantité qui pourrait satisfaire 70 % des besoins nationaux en tomate industrielle, d'après l'organisation patronale. «La relance de la filière est une priorité qui

passera par un engagement sincère pour organiser la filière et augmenter ses capacités productives», conclut le communiqué. H. G./APS

Pour augmenter les capacités des réseaux 3G et 4G

Assignation de fréquences aux opérateurs téléphoniques

L'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCCE) a assigné aux trois principaux opérateurs téléphoniques des couples de fréquences pour leur permettre d'augmenter les capacités des réseaux 3G et 4G, a-t-elle indiqué

hier dans un communiqué. «Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de service des réseaux de la téléphonie mobile, l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques a procédé à l'assignation aux trois opérateurs ATM (Mobilis), OTA

(Djezzy) et WTA (Ooredoo) des couples de fréquences dans la bande 71-76 / 81-86 GHz», précise l'Autorité. «Cette assignation permettra aux opérateurs d'augmenter les capacités des réseaux haut et très haut débit (3G) et (4G)», a-t-on expliqué de même source.

L'ARPCCE «poursuivra ses efforts en matière de planification et d'assignation de fréquences, dans le cadre de l'amélioration de la qualité de service, laquelle constitue un des axes de son plan stratégique +INDJAZ 20-22+», lit-on dans le communiqué. O. N.

Accidents de la route

De nouvelles mesures seront prises par le ministère des Transports

De nouvelles mesures seront prises par le ministère des Travaux publics et des Transports, suite à la recrudescence des accidents de la circulation, a indiqué le ministère dans un communiqué. Présentant ses condoléances aux familles des victimes et souhaitant un prompt rétablissement aux blessés, le ministère a fait

savoir que parmi ces mesures, il sera procédé au retrait immédiat des documents d'exploitation des transporteurs à l'origine de ces accidents, à titre conservatoire. De plus, des mesures coercitives seront prises à l'encontre des transporteurs et des conducteurs responsables de ces agissements, poursuit la même source. Il sera également procédé au

renforcement des brigades mixtes entre les services relevant des directions des transports de wilayas (DTW) et des services de sécurité pour effectuer des contrôles inopinés sur l'ensemble du réseau routier et des gares routières. Les transporteurs exerçant sur des lignes de longue distance seront obligés à avoir un deuxième conducteur et

à respecter le temps de conduite et de repos obligatoire. Le ministère annonce enfin la mise en place d'un fichier par wilaya de l'ensemble des conducteurs de transport de personnes et de marchandises pour assurer un suivi particulier des conducteurs occasionnant des accidents. Y. N.

Maladies du sommeil

Acquisition d'un polygraphe au CHU d'Oran

Un polygraphe du sommeil, un appareil qui détecte l'apnée du sommeil, a été acquis récemment par le service de médecine interne relevant du CHU «Docteur Benzerdjeb» d'Oran, a indiqué le chef de ce service, P' Amine Chami. Acquis grâce à un don de l'association

«Les amis de la médecine interne», l'appareil sert à détecter l'apnée du sommeil qui se manifeste par des arrêts involontaires de la respiration pendant le sommeil de la personne, a expliqué le P' Chami. Pour une meilleure prise en charge des maladies du sommeil, le service de médecine

interne a été «renforcé» à celui de la pneumologie qui prenait en charge habituellement ces maladies, a souligné la même source. Cet appareil permettra de diagnostiquer l'apnée du sommeil, qui est souvent associée à d'autres maladies métaboliques, a expliqué le professeur. En plus

du diagnostic, le polygraphe permet d'améliorer la qualité du sommeil des patients, et d'autres aspects de sa vie quotidienne, comme la somnolence, la fatigue, les maux de tête et le manque de concentration. Younès G.

Avec un déficit de 200 mm de pluie en décembre et janvier écoulés

Tiziouzou/Le taux de remplissage du barrage de Taksebt baisse à 65 %

Le taux de remplissage du barrage de Taksebt (10 km au sud-est de Tizi Ouzou) a atteint 65 %, soit 118 millions de mètres cubes. A la même période de l'année dernière, le barrage était

plein à 81 %. La faible pluviométrie enregistrée durant les mois de décembre 2019 et janvier 2020 a eu comme conséquence une baisse du taux de remplissage du barrage. Il n'a été enregistré,

durant ces deux mois, que 60 mm alors que la moyenne mensuelle durant la période de référence varie entre 120 et 130 mm. Les services des ressources en eau de la wilaya n'ex-

cluent pas de recourir à des mesures restrictives dans la distribution de l'eau depuis ce barrage si la situation viendrait à perdurer. Hamid M.

Tindouf/Poste frontalier Mustapha-Benboulaïd Arrivée d'une première cargaison de poissons frais de Mauritanie

LA PREMIÈRE cargaison de poissons frais importée de Mauritanie, via le poste frontalier terrestre algéro-mauritanien Mustapha-Benboulaïd, est arrivée mardi en provenance de Nouadhibou, a-t-on appris auprès de l'inspection vétérinaire de la wilaya de Tindouf. Première du genre depuis l'inauguration de ce poste frontalier en août 2018, cette cargaison, constituée de 15 tonnes de poissons blanc et bleu répondant aux normes de santé et d'hygiène requises, a été importée selon les conditions réglementaires liées à ce type d'opérations commerciales, a indiqué le chef de l'inspection vétérinaire de Tindouf, Chakour Djeltia. La cargaison de poissons a été acheminée par une société à responsabilité limitée (SARL) détentrice des documents nécessaires établis par les ministères de l'Agriculture, du Développement rural, de la Pêche et des Productions halieutiques, ouvrant droit à l'acheminement de poissons frais à partir de Mauritanie, a-t-il précisé. Faisant l'objet d'un contrôle minutieux pour s'assurer de sa qualité, la cargaison a été acheminée par voie terrestre en un trajet non-stop de 42 heures, par souci de préserver sa qualité du fait de la longue distance, soit 1 600 km, séparant les régions de Nouadhibou et Tindouf, a ajouté M. Djeltia. Les responsables de la SARL importatrice se sont engagés à approvisionner le marché local en la matière une fois par semaine, s'ils obtiennent les facilités bancaires pour le transfert de fonds, en plus de l'acquisition de locaux appropriés pour élargir cette activité favorablement accueillie par la population locale, au regard des prix «abordables» par rapport à ceux pratiqués dans d'autres régions du pays. Le poste frontalier terrestre Mustapha-Benboulaïd constitue un acquis pour le renforcement des efforts de l'Etat visant le développement des régions frontalières, l'encouragement des échanges économiques et commerciaux et la facilitation de la circulation des personnes entre les deux pays. M. L.

Le CNIFA cherche un nouveau plan pour réorganiser la filière

L'aviculture fait face à la spéculation

■ Le Conseil national interprofessionnel de l'aviculture (CNIFA) s'est engagé, mardi à Bouira, à lancer un nouveau programme pour réorganiser et développer cette filière, en proie à la spéculation et à une baisse drastique des prix, ce qui a causé des pertes considérables aux éleveurs.



P.M.D.R.

de les stabiliser dans leurs activités», a expliqué le président des producteurs de viande blanche. L'orateur a ajouté en outre qu'un autre volet sera également examiné avec rigueur dans le cadre de cette nouvelle vision, à savoir le renforcement de l'inspection vétérinaire afin de pouvoir assurer davantage une production plus propre et bénéfique pour la santé humaine.

M. M./ (APS)

Par Malek M.

Ce constat alarmant a été fait par le secrétaire général du CNIFA, El Hadi Tebhiret, lors d'une réunion tenue dans la matinée au siège de la Chambre agricole de Bouira, en présence de plusieurs membres du Conseil ainsi que des éleveurs de quelques wilayas du pays. Selon le SG du CNIFA, la filière avicole vit depuis quelques mois une situation d'instabilité née de la spéculation, qui est à l'origine d'une baisse drastique des prix du poulet de chair. «Cela a causé de grosses pertes financières, allant de 200 000 jusqu'à 800 000 DA, notamment pour les petits éleveurs», a-t-il dit, avant de souligner l'urgence de lancer tout un plan de travail afin de réorganiser tous les segments de la filière. «Tous les segments de la filière avicole doivent être réorganisés et développés d'une façon plus rigoureuse afin de

pouvoir lutter contre toutes les formes de spéculation et afin de moderniser l'élevage avicole», a encore souligné M. Tebhiret. De son côté, le président des producteurs de la viande blanche, Chrif Boukhrissa, a mis en garde contre l'amplification de la crise que connaît l'aviculture. «Plusieurs éleveurs ont enregistré des pertes considérables en raison de la baisse des prix ces deux derniers mois. Cela est dû à la spéculation contre laquelle nous devons lutter avec un nouveau plan de travail que nous sommes en train d'étudier», a affirmé M. Boukhrissa. «Ces pertes sont également dues à l'effondrement du pouvoir d'achat du citoyen», a estimé le même responsable. D'après les chiffres donnés par l'intervenant, le kilogramme de poulet est cédé en ce début février à 120 et 130 dinars, alors qu'il se vendait à 180 et 200 dinars il y a deux mois. «Cette baisse n'est pas for-

tuite. Il y a des lobbys qui cherchent à créer cette situation d'instabilité des prix afin d'en tirer profit, et le petit éleveur restera toujours la victime», a accusé M. Boukhrissa. Ce dernier a souligné également un autre point lié à la hausse des prix des aliments de volaille, qui, a-t-il dit, serait examiné dans ce nouveau plan de travail. «L'aviculture est confrontée aussi au problème de l'excédent de la production, ainsi qu'aux contraintes de stockage et de la transformation», a souligné M. Boukhrissa. «L'excédent est provoqué par l'importation de poules mères ou de parentes, dont le nombre dépasse les 8 millions, alors que l'Algérie n'a besoin que de 5 millions poules mères. Cela crée un énorme excédent et un déséquilibre pour la production», a expliqué de son côté M. Tebhiret. Le développement de la filière avicole «ne pourra se faire sans la régulation du marché ainsi que

des opérations de l'importation des poules mères. Tout cela doit se faire selon les besoins du pays et non pas de façon anarchique», a-t-il insisté. «Notre nouveau programme doit contenir également le point lié au renforcement et développement des structures de stockage ainsi que des abattoirs. Cela est indispensable pour développer cette filière», a estimé M. Tebhiret. En Algérie, l'aviculture occupe une place importante sur la scène économique nationale avec une production annuelle variant entre 600 et 700 000 tonnes de viandes blanches, selon les détails fournis par Cherif Boukhrissa. «L'autre objectif de ce nouveau plan est d'intégrer les éleveurs informels dans cette activité afin de les protéger contre tout risque pouvant menacer leur avenir professionnel. Et nous comptons même les inscrire au niveau de la Caisse nationale de la sécurité sociale afin

Sidi Bel-Abbès Opérations d'exportation de 100 tonnes de pomme de terre vers la Mauritanie

L'INSPECTION des divisions des Douanes de Sidi Bel-Abbès a supervisé, depuis lundi, quatre opérations d'exportation de 100 tonnes de pomme de terre vers la Mauritanie, a-t-on appris mardi de l'inspecteur principal, Hamid Hellal. Avec l'achèvement de ces opérations, le bilan général de l'inspection des divisions des Douanes de Sidi Bel-Abbès pour l'année 2020 passera à six exportations, a-t-il indiqué, soulignant que ce bilan représente un indice positif pour réaliser de résultats significatifs cette année. Ces opérations interviennent après l'ouverture du poste frontalier terrestre vers la Mauritanie et les incitations de l'Etat visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures, a-t-il déclaré. Pour rappel, l'inspection des Douanes de Sidi Bel-Abbès a enregistré, l'année dernière, 16 opérations d'exportation de produits de Sidi Bel-Abbès vers la Mauritanie, soit neuf exportations d'oignons (plus de 284 tonnes), six exportations de pomme de terre (plus de 169 tonnes) et une exportation d'appareils électroménagers, selon la même source. La valeur des opérations d'exportation pour l'année 2019 a dépassé 80 millions DA, a-t-il rappelé, soulignant que l'année 2019 a été significative en termes d'opérations d'exportation, qui n'a pas été enregistrée au niveau de Sidi Bel-Abbès depuis dix ans. M. Hellal a salué les efforts déployés par les douaniers pour améliorer et promouvoir les exportations hors hydrocarbures en intensifiant les actions de sensibilisation et les visites sur le terrain des opérateurs économiques au niveau de la wilaya, en plus de conférences à la Chambre d'industrie et de commerce «Mekerra».

R. E.

Rencontre avec les représentants de l'usine algéro-turque Tosyali

Rezig évoque les entraves à la production et à l'exportation

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a évoqué, mardi au siège du ministère, avec les représentants de l'usine algéro-turque de sidérurgie Tosyali implantée dans la zone d'activité de Bethioua (Oran), les entraves au bon fonctionnement des opérations de production et d'exportation, indique un communiqué du ministère. Lors de cet entretien qui s'est déroulé en présence du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, M. Rezig a dit compter sur «l'usine Tosyali pour accroître le volume des exportations algériennes en sidérurgie vers les pays africains, devant atteindre 200 millions dollars en 2020». A cette occasion, le ministre a appelé à la tenue de rencontres périodiques avec les représentants de l'usine «en vue de traiter les insuffisances afin de remettre l'usine sur les rails et augmenter le volume des exportations». Il a, dans ce sens,

précisé que l'augmentation du volume des exportations figurait parmi les priorités du gouvernement en vue de relancer l'économie nationale, affirmant que les portes du dialogue demeurent ouvertes. Les représentants de l'usine algéro-turque Tosyali se sont félicités du niveau du dialogue avec le ministère du Commerce, faisant savoir que «cette rencontre a constitué une occasion pour traiter les insuffisances dont souffre l'usine, notamment en ce qui concerne les opérations d'exportation». Six ans après son entrée en production, le groupe «Tosyali» avait réussi, l'année dernière, à exporter plus de 131 000 tonnes de rond à béton vers plusieurs pays, dont les Etats-Unis, le Canada et la Belgique, et ce, à partir des ports d'Oran et de Mostaganem. Le montant global des exportations de ce groupe, qui constitue le plus important acquis réalisé par la produc-

tion nationale hors hydrocarbures, a atteint près de 100 millions USD en 2019. Implanté dans la commune de Bethioua, à l'Est d'Oran, le complexe en question avait connu, fin 2018, l'inauguration de la troisième étape d'investissement, devenant ainsi «le plus grand groupe en Afrique». Il produit près de 4 millions de tonnes/an de rond à béton et de fil machine. Le ministre du Commerce a reçu, par ailleurs, les représentants du marché des fruits et légumes de la wilaya de Sétif. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres menées par le ministre avec les acteurs et les partenaires du secteur, et ce, en vue de l'examen des préoccupations des commerçants quant à l'inexistence d'un marché de gros de fruits et légumes qui leur permet de reprendre leur activité commerciale.

May H.

Université de Khemis Miliana

Un déficit de 8 000 places pédagogiques à combler

■ Un total de 8 000 places pédagogiques est à pourvoir au profit de l'université Djillali-Bounaâma de Khemis Miliana (Ain Defla), a-t-on appris mardi auprès du recteur de cet établissement.

Par Kamel L.

« **L'**université Djillali-Bounaâma de Khemis Miliana connaît à la faveur de l'actuelle année universitaire un déficit de 8 000 places pédagogiques, une insuffisance que nous nous employons à combler en vue d'améliorer les conditions de scolarité des étudiants », a précisé le P^r Hadj Aylam.

Relevant que le nombre des étudiants fréquentant l'université a connu une hausse de plus de 400 % en l'espace de 12 ans (de 2007 à 2019), il a noté que cette augmentation n'a pas été accompagnée de la construction de structures pédagogiques susceptibles de faire face à cette arrivée « massive » d'étudiants.

« De 5 400 étudiants en 2007 (auxquels 8 000 places pédagogiques étaient réservées), ce nombre a atteint près de 23 000 à la faveur de l'année universitaire en cours sans qu'aucune évolution ne soit constatée s'agissant du nombre de places pédagogiques », a-t-il fait remarquer.

En guise de solution à cette

situation, il a fait état des travaux de réalisation du nouveau pôle universitaire comptant 6 000 places pédagogiques ainsi que d'une bibliothèque centrale de 1 000 places, émettant le souhait de voir ces projets livrés avant le mois de septembre prochain.

« Il est clair que l'exiguïté constitue la source de bon nombre de problèmes au sein de

l'université et c'est pour cette raison que nous travaillons d'arrache-pied pour réceptionner le nouveau pôle universitaire et la bibliothèque centrale d'une capacité cumulée de 7 000 places avant la prochaine rentrée universitaire », a assuré M. Aylam.

K. L./APS



PH. > D. R.

Boumerdès

Réalisation d'un réseau de près de 225 km de fibre optique en 2019

Le secteur des télécommunications à Boumerdès a été le théâtre de la réalisation de quelque 225 kilomètres de réseaux de fibre optique en 2019, au titre de la stratégie de l'entreprise Algérie Telecom visant la modernisation du secteur et la généralisation des TIC, a-t-on appris, mardi, auprès de responsables locaux du secteur. « Ce nouveau réseau de fibre optique, entré progressivement en service durant l'année dernière, a permis de relier de nombreuses régions isolées de la wilaya à cette technologie moderne », a indiqué dans une communication avec l'APS, la chargée de la communication auprès de l'entreprise, Latafi Linda. Elle a, également, cité parmi les autres projets concrétisés par son entreprise, à la période indiquée, la mise en service de quatre

centres téléphoniques respectivement à la cité des 200 logements de Larbaâta (à l'ouest de la wilaya), la cité des 300 logements de Taouergua, des 200 logements de chaâbat el Ameer (à l'est) et la cité du 11 décembre de la ville de Boumerdes. A cela s'ajoute, le basculement de 500 lignes téléphoniques vers la technique MSAN, au niveau de la cité du 11 décembre de Boumerdès, au même titre que 75 autres lignes dans la commune de Sidi Daoud (à l'est), a souligné la même responsable, signalant la poursuite de l'opération pour englober tout le territoire de la wilaya.

Toujours au titre de la stratégie de modernisation du secteur, M^{me} Latafi Linda a fait part de la mise en exploitation, en 2019, de quatre stations d'émission de 4e génération, dans

les régions reculées de Bouarbi (Dellys), Zouguara (Kedara), Legata, et Zaouia (commune d'Afir).

La mise en service de ces projets a permis de faire bénéficier 5 734 nouveaux abonnés de l'offre Idoom (fixe), et de 5 085 autres de l'offre Idoom ADSL, outre 2 146 bénéficiaires de l'offre Idoom 4G LTE, a-t-elle précisé, en outre.

Au volet des actions visant son rapprochement de ses abonnés, l'entreprise Algérie Telecom de Boumerdes a procédé, en 2019, au réaménagement et modernisation de trois agences commerciales respectivement à Boumerdès, Boudouaou et Dellys, outre le raccordement de 13 annexes communales et Quatre bureaux postaux à la fibre optique.

K. L.

El Bayadh: pour investir dans l'aquaculture

Recensement des agriculteurs qui manifestent leur intérêt

Une opération de recensement des agriculteurs qui manifestent leur intérêt pour investir dans l'aquaculture intégrée à l'agriculture a été lancée récemment à El Bayadh, a-t-on appris mardi auprès de la Station de la pêche et l'aquaculture de la wilaya. Hamidi Abdelhalim, inspecteur principal en aquaculture au niveau de la station a indiqué à l'APS, que cette opération touchera l'ensemble des communes de la wilaya, en coordination avec la Chambre locale de l'agriculture pour encourager les agri-

culteurs à disposer d'une formation dans le domaine de l'aquaculture à l'intérieur des bassins d'irrigation agricoles en vue d'augmenter la production agricole et d'avoir une disponibilité en engrais organique naturel.

Pour l'heure, il a été dénombré 30 fellahs intéressés au niveau des régions de Brezina et Labiodh Sidi Cheikh, alors que l'opération se poursuit pour augmenter leur nombre pouvoir entamer l'opération de formation, a-t-il fait savoir, expliquant que cette formation sera encadrée

par des ingénieurs et techniciens dans le domaine de la pêche et l'aquaculture. Ces agriculteurs vont bénéficier de cours théoriques et pratiques sur les méthodes d'élevage des poissons à l'intérieur des bassins d'irrigation agricole, de diverses espèces, notamment ceux qui s'adaptent aux conditions climatiques de la région, a-t-on encore indiqué.

Il s'agit de méthodes d'alimentation des poissons et de leurs apports protéiniques pour augmenter la production agricole à

travers les engrais organiques naturels, selon la même source, qui a souligné que ces agriculteurs vont bénéficier, dans une étape ultérieure, après leur formation en ensemenement des alevins à l'intérieur des bassins d'irrigation.

Pas moins de 10 agriculteurs de la wilaya exercent leurs activités à l'intérieur de bassins d'irrigation, au nombre de 20, un chiffre insignifiant par rapport aux bassins d'irrigation qui sont disséminés à travers la wilaya et dont le nombre dépasse les

1 000, a-t-on révélé de même source. Pour rappel, la formation en aquaculture intégrée à l'agriculture a été lancée en 2017 au niveau de la wilaya d'El Bayadh, année ayant permis de former 106 agriculteurs au niveau d'El Bayadh et Bousseghoum.

Par ailleurs, les services en question encouragent les promoteurs qui veulent investir dans ce créneau en leur accordant une assiette de terrain pour l'installation de fermes aquacoles comme il est prévu le démarrage d'un projet de réalisation d'une ferme à Brezina. L'encouragement des pêcheurs n'a jamais été pris en défaut pour l'exploitation du barrage de Brezina, comme le soutiennent les responsables qui viennent d'accorder une autorisation de pêche pour exploiter ce barrage qui recense deux espèces de poissons: la daurade et le tilapia.

Slim Y.

Illizi

760 millions DA pour le secteur de la Jeunesse et des Sports en 2020

Le secteur de la Jeunesse et des Sports s'est vu accorder plusieurs projets, d'un financement global de 765 millions DA, dans la wilaya d'Illizi pour l'année en cours, a-t-on appris mercredi de la direction locale du secteur.

Deux piscines de proximité seront ainsi réalisées dans les communes d'Illizi et Debdeb, en plus de l'aménagement de trois stades à Bordj El-Haouès, Ifri et Aghoum (Djanet), dotées d'une pelouse synthétique, en plus de la réalisation des aménagements extérieurs de l'auberge de jeunes de Djanet, a-t-on précisé.

Le secteur réceptionnera éga-

lement, dans le courant de cette année, plusieurs projets, dont deux auberges de jeunes de 50 lits à Djanet et In-Amenas, une

salle omnisports de 500 places à In-Amenas et une piscine de proximité à Bordj Omar Idriss, ajouté la source. Ces projets

sont susceptibles de contribuer à la promotion des activités sportives et de jeunesse à travers la wilaya.

R. R.

El Bayadh

Confirmation de 136 jeunes dans des postes d'emploi permanents

Des attestations de confirmation dans des postes d'emploi permanents ont été remis à 136 jeunes mardi au siège de la wilaya d'El Bayadah dans le cadre de l'opération de régularisation des bénéficiaires du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) des diplômés.

Le wali d'El Bayadh, Kamel Touchene, qui a présidé la cérémonie d'installation des

jeunes intégrés au niveau de 19 secteurs administratifs publics, a salué les efforts des autorités locales pour concrétiser l'opération d'insertion dans la transparence partant du critère d'ancienneté.

Cette opération de régularisation, qui intervient en concrétisation des orientations du gouvernement, touche 6 000 jeunes de la wilaya qui seront confirmés dans leurs

postes dans les secteurs administratif public et économique dont 2 300 expérimentés ayant exercé huit ans lesquels seront intégrés courant de cette année. Une opération de titularisation de plus de 1 740 autres jeunes ayant exercé plus de trois ans sera ensuite entamée et sera suivie par une dernière concernant ceux ayant exercé moins de 3 ans.

Libye

Salamé souhaite que les pourparlers de Genève aboutissent à mettre fin à la violation de l'embargo sur les armes

■ Le représentant spécial de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a affirmé que les pourparlers de cessez-le-feu qui ont officiellement débuté lundi à Genève, entre les parties belligérantes en Libye, progressent, souhaitant qu'ils aboutiraient à un accord qui pourrait pousser les puissances étrangères à cesser de briser l'embargo international sur les armes.

Par Soulef Gh.

M. Salamé, le chef de la Mission de soutien des Nations unies en Libye (Manul), a déploré la façon dont l'embargo a été «incessamment» violé depuis la chute de l'ancien régime de Mamar Kadhafi en 2011, avec «des preuves» d'une ingérence étrangère croissante.

A ce propos, M. Salamé a déclaré, à des journalistes à Genève, qu'il espère que «ceux qui exportent ces armes en Libye comprennent qu'il y a déjà plus de 20 millions de munitions dans le pays, et que cela suffit, et que le pays n'a pas besoin de nouveaux équipements».

La violation de l'embargo «a permis la reprise des hostilités en Libye», a ajouté M. Salamé, rappelant que la conférence internationale sur la Libye, à Berlin, le mois de janvier dernier, a renouvelé la nécessité du respect dudit embargo.

Les belligérants ont fait preuve d'un enthousiasme et d'une bonne volonté

Le chef de la Manul a confirmé que «les pourparlers militaires 5+5 de la Libye avaient commencé et progressent».

«Les pourparlers sont sous les auspices des Nations unies à Genève. Ils impliquent cinq officiers supérieurs nommés par le Gouvernement libyen d'union nationale reconnu par l'ONU (GNA) dirigé par Fayez Serraj et cinq officiers supérieurs nommés par l'Armée nationale libyenne (ANL), dirigée par Khalifa Haftar», a-t-il précisé.

La commission militaire a été l'un des résultats de la Conférence de Berlin du 19 janvier sur la Libye, visant la consolidation du cessez-le-feu en vigueur en Libye et permettre une réconciliation entre les belligérantes de la crise.

L'envoyé spécial de l'ONU a en outre indiqué qu'il a ressenti une bonne volonté auprès des deux parties libyennes quant à l'aboutissement à un accord.

«Les deux parties représentées respectivement par cinq membres constituant le Comité militaire ont entamé tranquillement les pourparlers lundi et ont fait preuve d'un enthousiasme pour entamer les pourparlers», a-t-il relevé.

Auparavant, l'émissaire onusien a déclaré que les parties belligérantes ont accepté, lors de pourparlers à Genève, de transformer la «trêve en un cessez-le-feu durable» et doivent désormais déterminer comment parvenir à cet objectif.

«Les deux parties sont venues à Genève et nous avons commencé hier à discuter avec elles de la longue liste de points à notre ordre du jour, en commençant par la tentative de transformer (...) cette trêve en un véritable accord sur un cessez-le-feu durable», a déclaré M. Salamé.

M. Salamé a d'autre part déploré le ralentissement de la production de pétrole en Libye. «Malgré l'énorme richesse pétrolière, les conflits et le blocus des principaux ports de l'est de la Libye ont réduit la production de pétrole libyen à environ 72 000 barils par jour contre 1,3 million», a-t-il expliqué.

A ce titre, il a exhorté les pays à soutenir les efforts de l'ONU en termes de relancer la production dans les champs frappés par un gel. «J'appelle les pays à soutenir les tentatives de l'ONU de reprendre la production», a-t-il lancé.

M. Salamé a souligné que les pourparlers de Genève font partie d'une initiative parallèle des Nations unies couvrant les aspects politiques et économiques de la crise libyenne.

L'approche algérienne en faveur du dialogue, «seule voie à même de résoudre la crise en Libye» Le politologue Slimane Aradj a affirmé, mardi à Alger, que l'approche algérienne de rejet de l'ingérence étrangère en Libye et appelant à faire prévaloir le dialogue inter-libyen était la seule voie à même de permettre le règlement de la crise politique dans ce pays voisin.

«La crise en Libye est devenue source d'inquiétude pour les



pays du voisinage, en particulier au regard des implications de l'ingérence étrangère et de la confrontation des intérêts dans ce dossier épineux et complexe», a estimé D' Aradj, enseignant en Sciences politiques et relations internationales à l'Université Alger 3, lors d'une conférence-débat sur le thème de l'«Approche algérienne pour le règlement de la crise libyenne», organisée au Forum du quotidien arabophone «Ech-Chaâb».

Expliquant que ce qui fait perdurer la crise et empêche un rapprochement de vues entre les parties du conflit «ce sont les tentatives de faire pencher la balance en faveur d'une partie contre une autre», le conférencier a relevé que «l'aggravation de la crise a de graves répercussions sur toute la région».

«Le lancement de la bataille de Tripoli a remis la Libye à la case départ et c'est là une vérité à dire sans vouloir accuser quiconque, car tout le monde est responsable de ce qui se passe en Libye», a-t-il estimé, affirmant que la lutte contre le terrorisme «exige les institutions d'un Etat fort où la prédominance est à la

logique de loi et non à celles des bandes et des groupes armés».

Il a déploré, dans ce contexte, «les fonds injectés pour créer une nouvelle réalité afin de modifier le rapport des forces et isoler la tribu, qui est l'une des composantes de la société libyenne, et qui avait un rôle fondamental et actif dans le pays».

Evocant le rôle axial de l'Algérie dans le règlement de la crise libyenne, D' Aradj a rappelé que «l'Algérie était opposée, depuis 2011, au règlement de comptes entre forces étrangères sur le territoire libyen».

Cette position «est des plus honorables à l'égard de la cause libyenne», a-t-il affirmé, précisant que «l'Algérie traite avec les pays et les institutions et non avec des groupes et des mercenaires».

Il a mis en avant, dans ce sens, les efforts diplomatiques et les rencontres tenues récemment à Alger, notamment la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye (Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan, Tchad, Niger), tenue en janvier dernier et qui a également vu la participation du Mali.

Pour le conférencier, «le retour à la solution politique en Libye est primordial face aux tensions et à l'insécurité qui règnent dans ce pays et devant les atterrissements des grandes puissances à l'égard de ce dossier».

«Une telle solution est d'autant plus pressante que le marché informel en Libye est devenu une source de financement pour les milices et les mercenaires et un outil de déstabilisation», a-t-il ajouté.

Selon M. Aradj, la crise libyenne ne se résume pas à la dichotomie entre le maréchal Khalifa Haftar et le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, Fayez Al-Sarraj, car, a-t-il dit, «la Libye est représentée par tous les Libyens», d'où «la nécessité qu'ils soient tous associés aux efforts en faveur de solutions durables et d'une réconciliation à même de rétablir la stabilité et de mettre fin à l'effusion de sang dans ce pays».

Le conférencier a, par ailleurs, souligné l'importance des réunions de la Commission militaire conjointe libyenne, dont les travaux ont débuté lundi à Genève sous les auspices des Nations unies. Elle est formée de cinq officiers représentant le GNA de Fayez Al-Sarraj reconnu par l'ONU et de cinq officiers issus du camp du maréchal Khalifa Haftar.

Pour rappel, lors de la Conférence de Berlin sur la Libye, les parties internationales avaient convenu de mettre en place une commission militaire conjointe libyenne pour définir sur le terrain les conditions d'un cessez-le-feu.

APS

Tunisie

Tunisair «ne sera pas privatisée»

Le gouvernement tunisien n'a pas l'intention de privatiser la compagnie aérienne «Tunisair», a assuré, mardi, le ministre des Transports par intérim, René Trabelsi.

«J'assure, en tant que membre du gouvernement et en son nom, qu'il n'y a aucune intention de privatiser ou de céder une partie du capital de la compagnie aérienne Tunisair», a souligné le ministre tunisien des Transports par intérim, cité par l'agence TAP.

L'assurance a été donnée par le ministre en réponse aux interrogations des députés, lors d'une séance plénière, tenue mardi après-midi, pour voter quatre lois organiques relatives au transport maritime et portuaire, au transport aérien et au transport international de personnes et de marchandises.

Trabelsi a toutefois indiqué qu'il y a un grand progrès dans le dossier de restructuration du transporteur national, expliquant que

«le secteur des Transports, dans son ensemble, a besoin d'une nouvelle vision qui part de zéro». M. Trabelsi a précisé, concernant les accords débattus, que «l'établissement d'un cadre juridique dans le domaine des transports avec les pays arabes, islamiques, africains et européens reste l'un des fondements et des piliers sur lesquels se fonde la politique de notre pays».



États-Unis

Après un discours clivant, Trump se prépare à l'acquittement

■ Au lendemain d'un discours aux accents triomphants devant le Congrès, Donald Trump se préparait hier à un acquittement annoncé, épilogue d'une procédure de destitution qui a divisé l'Amérique mais n'a pas fait vaciller sa base électorale.

Par Rosa C.

Si sa mise en accusation pour abus de pouvoir restera une tache indélébile sur son mandat, ce dénouement attendu souligne combien il peut compter sur un parti républicain aux ordres, un atout de taille à neuf mois d'une élection où il briguera un deuxième mandat. Le suspense est quasi-nul: la Constitution des États-Unis impose une majorité des deux tiers (67 sièges sur 100) pour le déclarer coupable et le milliardaire sait pouvoir compter sur le soutien sans faille d'au moins 52

des 53 sénateurs républicains. Les démocrates réclament la destitution du 45e président des États-Unis pour avoir essayé de forcer l'Ukraine à «salir» son possible adversaire à la présidentielle Joe Biden, notamment en gelant une aide militaire cruciale pour ce pays en guerre. Depuis que le scandale a éclaté, l'hôte de la Maison-Blanche se dit victime d'une chasse aux sorcières orchestrée par ses adversaires qui n'auraient pas digéré sa victoire-surprise de 2016. La stratégie semble avoir, au moins pour partie, porté ses fruits. Donald Trump traverse, de fait, une

période plutôt favorable: selon le dernier sondage de l'institut Gallup, il enregistre 49% d'opinions favorables, un record depuis son arrivée au pouvoir. Cerise sur le gâteau: les primaires de ses adversaires démocrates pour lui désigner un adversaire ont débuté lundi dans l'Iowa par un retentissant fiasco qui lui permet de rester sous la lumière des projecteurs, la position qu'il préfère. Mardi soir, devant le Congrès réuni au grand complet, le milliardaire républicain a vanté ses résultats «incroyables». Dans l'hémicycle, la tension était palpable. Avant le discours, Donald Trump a ostensiblement évité de serrer la main que lui tendait la cheffe démocrate de la Chambre des représentants Nancy Pelosi. Et cette dernière, une fois l'allocution finie, a déchiré dans un geste spectaculaire sa copie du discours. «Contrairement à tant d'autres avant moi, je tiens mes promesses», a lancé Donald Trump, sans cesse coupé par les ovations debout et les «USA, USA» des républicains, tandis que dans l'autre moitié de l'hémicycle, l'opposition démocrate restait assise et le plus souvent de marbre. Dans cette même Chambre des représentants qui l'a mis en accusation, il a brassé tous les thèmes de la campagne à venir pour le scrutin du 3 novembre: son «mur puissant» contre l'immigration venue du Mexique, son intention d'interdire l'avortement «tardif», et les accusations contre les candidats démocrates qui prônent selon lui une «mainmise socialiste sur notre système de santé». Mais c'est surtout sur «la grande réussite économique» des États-Unis et le «boom des cols bleus» qu'il a mis l'accent, lors d'un discours sans annonce ni surprise. «Notre stratégie a marché», a-t-il martelé,



PH. > D. R.

lé, en évoquant ses récents accords commerciaux avec la Chine, le Canada et le Mexique. Le président a aussi défendu sa politique étrangère, à l'instar de son soutien à l'opposant vénézuélien Juan Guaido, un de ses invités au Congrès, contre le «dictateur socialiste» Nicolas Maduro dont il a promis de «briser» la «tyrannie». Dernier clin d'œil appuyé à son camp, Donald Trump a enfin annoncé que Rush Limbaugh, animateur radio et figure de la sphère conservatrice qui vient de révéler qu'il souffrait d'un cancer du poulmon, recevrait la «médaille de la Liberté». Elle lui a été remise, sous des applaudissements nourris, par la Première dame Melania Trump. A aucun moment, l'«impeachment» n'aura donc été évoqué. Le président, que de nombreux républicains invitaient à tourner vite la page, a

donc fait profil bas sur ce point comme son lointain prédécesseur démocrate Bill Clinton lors de son grand discours annuel en 1999. Mais l'ombre du procès, qui a marqué une rupture définitive entre les trumpistes et les démocrates, planait sur l'hémicycle. Les élus de l'opposition se sont le plus souvent abstenus d'applaudir, alors que les précédents discours sur l'état de l'Union ont pu être scandés par davantage de parenthèses consensuelles. Alexandria Ocasio-Cortez, benjamine du Congrès et figure montante de la gauche démocrate, fait partie des élus qui ont boycotté ce rendez-vous institutionnel pour ne pas «légitimer» un président qui ne respecte selon elle ni les lois ni la Constitution. D'autres sont partis en plein milieu, dénonçant ses «mensonges».

R. C.

Commentaire

Dysfonctionnements

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a encore quelques mois, aucun doute ne subsistait aux États-Unis quant à la victoire du camp Démocrate à la prochaine élection présidentielle de novembre 2020. Mais les fausses notes de la campagne des élections primaires des libéraux s'accumulant, la question d'une possible réélection de Donald Trump se fait de plus en plus pressante. D'abord de nombreux débats des candidats Démocrates avaient repoussé les limites de la médiocrité, soit de par l'ennui profond qu'ils avaient suscité ou de par les nombreuses erreurs et cafouillages commis par les prétendants à l'investiture. Mais rien n'avait préparé les Démocrates à la catastrophe que fut le premier scrutin des primaires qui s'est tenu cette semaine en Iowa, État clé s'il en faut, qui ont semé le doute quant aux chances de réussites des Démocrates même chez les plus optimistes et chez les plus farouches opposants de Donald Trump, car aujourd'hui les dysfonctionnements dans l'organisation du vote font craindre des effets négatifs sur la mobilisation des électeurs. Faute de décompte définitif, du fait de spectaculaires complications techniques dans le premier État à se prononcer, les électeurs Démocrates ont dû pour le moment se contenter de résultats partiels à 71 %. Ils ont été très favorables au benjamin de la course, Pete Buttigieg, presque totalement inconnu lorsqu'il avait déclaré sa candidature, en mars 2019, et qui défend un pragmatisme tourné vers la réunification d'un pays divisé. Ce dernier, ancien maire ouvertement homosexuel d'une petite ville de l'Indiana, a obtenu 26,8 % des délégués, devant le sénateur du Vermont Bernie Sanders (25,2 %) et la sénatrice du Massachusetts Elizabeth Warren (18,4 %), tous les deux plus à gauche. La victoire dans l'État du Midwest devrait se jouer entre les deux premiers. Ces résultats partiels sont en revanche assez décourageants pour l'ancien vice-président Joe Biden, pourtant le plus connu de tous du fait des huit années passées au côté de Barack Obama à la Maison-Blanche. Biden avait relativisé de longue date l'importance de l'Iowa pour sa candidature, mais, en glanant seulement 15,4 % des délégués, il confirme ses difficultés, illustrées notamment par sa difficulté à lever des fonds de campagne. L'ancien sénateur du Delaware mise tout sur le socle dont il dispose au sein de l'électorat afro-américain qui sera décisif notamment en Caroline du Sud, à la fin du mois de février, mais l'étape à venir du New Hampshire, où les électeurs se prononceront le 11, risque d'être déjà cruciale pour lui. Ce rendez-vous du New Hampshire est favorable au contraire au sénateur du Vermont voisin: Bernie Sanders est bien placé pour y gagner, comme il l'avait déjà fait en 2016. La communication inédite du vote populaire lors des deux tours de l'Iowa a par ailleurs tourné à son avantage; il est arrivé en tête avec plus d'un millier de voix d'avance sur Buttigieg. La différence entre les deux hommes dans les deux classements provisoires (pourcentages de délégués et votes) tient à la plus grande capacité du benjamin de la course à attirer les électeurs qui s'étaient portés sur d'autres candidats au premier tour du caucus. Évidemment, impossible de donner une prévision précise du reste de ses élections aussi tôt dans la course mais les Démocrates ont définitivement raté l'opportunité de montrer une image positive de leur parti, réussissant au contraire à impressionner par leur impréparation totale alors que Trump et son équipe sont plus concentrés et motivés que jamais à garder la Maison-Blanche pour quatre nouvelles années.

F. M.

Syrie

Les forces gouvernementales progressent dans la région d'Idleb face aux terroristes

Les forces gouvernementales syriennes ont progressé mercredi dans la région d'Idleb face aux terroristes, se trouvant désormais à moins d'un kilomètre de la localité stratégique de Saraqeb, a rapporté une ONG. Le gouvernement syrien a lancé en décembre son opération dans la province d'Idleb et ses environs, dans le nord-ouest du pays. Ces dernières 24 heures et avec le soutien de l'aviation russe, elles ont reconquis plus de 20 villages et localités dans le sud de la province d'Idleb, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les forces gouvernementales se trouvent désormais

à moins d'un kilomètre de la localité stratégique de Saraqeb, vidée de ses habitants en raison des violences, d'après l'OSDH. Elles encerclent quasi-entièrement la ville et sont déployées sur trois axes, au sud, à l'est et à l'ouest, selon la même source. L'agence officielle syrienne Sana a confirmé l'avancée des forces gouvernementales. Mardi soir, un responsable militaire syrien cité par Sana a affirmé que l'armée accordait aux terroristes une «dernière chance» dans le secteur de Saraqeb, les invitant à déposer les armes. Plus de la moitié de la province d'Idleb et certaines zones des régions voisines d'Alep, Hama et Lattaquié,

sont dominées par les terroristes de «Hayat Tahrir al-Cham» (HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda). Les Nations unies et plusieurs ONG ont appelé à la fin des hostilités dans une région qui abrite trois millions de personnes, dont la moitié ont déjà été déplacées d'autres secteurs du pays. Le front d'Idleb représente la dernière grande bataille stratégique pour le gouvernement, qui contrôle désormais plus de 70% du territoire national, selon l'OSDH. La Syrie est ravagée depuis 2011 par un conflit qui a fait plus de 380 000 morts.

R. I.

Maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen

Vernissage d'une exposition collective d'arts plastiques

■ Les œuvres des artistes Bendima Mohamed, Kafnemer Abdelwahab, Dahmoune Houari et Laroussi Mourad sont exposées depuis mardi à la galerie de la Maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen. C'est dans le cadre d'une exposition collective que les quatre amis, collègues à l'Ecole des beaux-arts d'Alger et artistes, se sont réunis encore une fois pour partager leurs parcours, expérience artistique et savoir-faire.

Par Abla Selles

Une exposition collective d'arts plastiques s'est ouverte mardi en fin d'après-midi à la galerie d'art de la maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen, en présence de nombreux artistes et hommes de culture.

La manifestation regroupant les artistes Bendima Mohamed de la wilaya d'Ain Témouchent, Kafnemer Abdelwahab de Maghnia, Dahmoune Houari et Laroussi Mourad d'Oran, quatre amis ayant fait ensemble l'Ecole des beaux-arts d'Alger qui se retrouvent jusqu'au 16 février sous le toit de la maison de la culture pour exposer leurs œuvres.

Collègues depuis près de 40 ans, les quatre artistes peintres se retrouvent après une longue absence pour présenter leurs parcours et expérience artistique, qui est le fruit de longues années de recherche et de pra-



tique. S'inspirant d'écoles artistiques diverses, l'exposition, intitulée par les artistes eux-mêmes «Retrouvailles», compte 90 tableaux de différents formats et sujets. Le visiteur curieux ou

amoureux de peinture aura à contempler le savoir-faire de Kafnemer de Maghnia connu pour son penchant vers l'art contemporain. Son art s'inspire, selon cet artiste, tant de l'identité

arabo-musulmane qu'amazighe et africaine, dans une tentative de sa part à «rendre l'art mauresque plus contemporain».

Pour sa part, l'artiste Laroussi, qui a eu en outre des formations

diverses dans les domaines du théâtre et du cinéma, penche plutôt vers le figuratif et l'impressionnisme à l'opposé de son collègue Dahmoune qui penche vers l'abstrait, tout comme l'artiste peintre Bendima qui s'inspire énormément de la nature et de ses couleurs.

En dépit des différences techniques entre les quatre artistes, les sujets et thématiques traités dans la majorité des tableaux exposés parlent de la vie et de la société dans son ensemble avec de jolies formes et couleurs, outre les portraits de personnalités historiques à l'instar de Larbi Ben M'hidi et l'Emir Abdelkader.

Les quatre artistes, tous sexagénaires, tentent à travers cette exposition de mettre en valeur l'œuvre d'une vie qu'ils veulent bien et humblement partager avec les visiteurs et surtout les jeunes artistes peintres qui ont énormément à apprendre d'eux.

A. S.

Afin de rattraper le retard enregistré

Une nouvelle feuille de route pour la restauration de La Casbah

Le wali d'Alger, Youcef Cherfa, a annoncé, mardi à Alger, la mise en place prochaine d'une nouvelle feuille de route pour rattraper le retard accusé dans les travaux de restauration de la Citadelle d'Alger (Palais du Dey) à La Casbah d'Alger.

S'exprimant lors de sa première sortie sur le terrain pour inspecter les travaux de restauration de la «Citadelle d'Alger», appelée également «le Palais du Dey», le wali a indiqué qu'une nouvelle feuille de route sera mise en place dans les plus brefs délais, pour rattraper le retard accusé dans les travaux de restauration de ce monument culturel classé patrimoine mondial par l'Unesco. «Les travaux de restauration restants sont importants aussi, d'où la nécessité de les parachever dans les délais

impartis, pour ériger La Casbah en destination touristique par excellence. Le projet de réhabilitation de La Casbah d'Alger, qui est d'une importance capitale, a bénéficié d'enveloppes financières conséquentes, affectées par l'Etat», a affirmé M. Cherfa.

Tant attendu par les Algériens, «ce projet vise à revivifier le patrimoine et à préserver la mémoire historique de l'Algérie», a-t-il poursuivi.

Ces travaux de restauration ont pour objectif la revitalisation de La Casbah sur tous les plans et dans tous les domaines, notamment le patrimoine, l'urbanisme, la culture et le tourisme et ce, à travers l'exécution du plan et le respect du cachet urbain de La Casbah, a souligné le wali.

S'adressant aux responsables du projet, M. Cherfa a mis l'ac-

cent sur la nécessité de veiller à la qualité des travaux réalisés et des matières premières, en se référant aux études techniques élaborées, aux orientations des experts, aux cahiers des charges, outre le respect des délais de réalisation et la garantie d'une main-d'œuvre qualifiée.

Pour leur part, les architectes et représentants des bureaux d'études qui supervisent les opérations de restauration ont évoqué certaines difficultés rencontrées sur le terrain, en raison de la vulnérabilité et de la vétusté des bâtisses, impliquant le confortement des fondations et des murs et une période supplémentaire pour le parachèvement de la restauration, outre la découverte de certains vestiges archéologiques importants durant la restauration.

Selon les explications de la représentante de la Direction des équipements publics de la wilaya d'Alger, une enveloppe financière de 23,4 milliards de DA a été affectée à la wilaya pour l'exécution de la première partie des opérations de restauration des monuments et vestiges de la vieille ville de La Casbah dans le cadre du plan permanent de sa sauvegarde.

Des travaux de restauration et de rénovation sont en cours actuellement au niveau de sites et monuments historiques ou relatifs à la révolution tels que des mosquées et des ksour ainsi que des douirettes sises à la Rue Ouslimani (ex-Lézar) à la Basse Casbah et la maison de la moudjahida Djamilia Bouhired, a précisé la même responsable.

R. H.

Prévues du 1^{er} au 3 mars

Journées cinématographiques du court métrage à Saida

La maison de la culture Mustapha-Khalif de Saida abritera les Journées cinématographiques du court métrage du 1^{er} au 3 mars prochain avec la participation de 15 jeunes amateurs du 7^e art de huit wilayas du pays, a-t-on appris mardi des organisateurs.

Organisée sous le slogan «Jeunes, vous êtes la créativité», cette manifestation permettra aux jeunes amateurs du 7^e art de présenter leur production cinématographique, de faire découvrir leurs talents et de les accompagner pour les mettre en valeur, en plus de développer leur créativité, a souligné à l'APS le directeur de la maison de la Culture

«Mohamed-Zouaoui» qui a indiqué que les participants représenteront les wilayas de Saida, Batna, Tiaret, Sidi Bel-Abbès, Béjaïa, Skikda, Tindouf et Sétif.

Le programme de la manifestation cinématographique, organisée par la maison de la culture en coordination avec la Coopérative artistique El Djawhara, comporte 15 productions cinématographiques qui seront en lice pour le prix «l'Aigle artistique» du court métrage amateur, selon la même source.

La durée de la projection des films participant à cette manifestation varie entre 3 et 30

minutes et les meilleurs seront sélectionnés par un jury composé de spécialistes du domaine cinématographique.

Dans le cadre de ce rendez-vous artistique, un atelier de formation sera réservé aux jeunes sur «l'art de l'écriture et de la mise en scène cinématographique» où deux professeurs spécialisés s'attelleront à l'enseignement des principes de base du septième art, en plus de deux conférences sur «Le cinéma algérien et la société entre engagement et répuration» et «Cinéma et société» surtout durant les années 90 qui ont coïncidé avec la décennie noire.

L. B.

AGEND'ART

Galerie d'Arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 15 février :

Exposition de photographies «Sur la route de Sefar, la ville énigme de l'histoire» de Omar Dib.

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah

Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Ain Beïda).

Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh

7 février :

Concert de Abbas Righi en hommage à Cheikh Kaddour Darsouni.

Ezzoua'Art Galerie

Jusqu'au 12 février :

Exposition «Errances» d'Amal Dekar.

Salle Ibn Zeydoun de Riadh-El-Feth (El-Madania, Alger)

6 février :

Wesh Prod annonce le concert de IcoWesh & Klam.

Centre commercial Festival City (Batna)

Jusqu'au 14 février :

4^e édition du Salon national du livre.

Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarji (Alger)

Samedi 22 février :

Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.

Lutte/Championnats d'Afrique/1^{re} journée (cadets et cadettes)

Les Algériens décrochent le titre par équipes

LES SÉLECTIONS algériennes des cadets (gréco-romaine) et cadettes ont été sacrées par équipes, à l'issue des finales de la première journée des championnats d'Afrique de lutte qui se déroulent à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). Les cadettes algériennes se sont distinguées de fort belle manière en décrochant dix médailles (3 or, 5 argent et 2 en bronze), devant les Tunisiennes avec neuf médailles (4 or, 3 argent et 2 en bronze), alors que l'Égypte a pris la 3^e place avec cinq médailles (3 or, 1 argent et 1 en bronze). Les médailles d'or ont été l'œuvre de Ayat Allah Benrebouh (40 kg), Manel Mecheri (46 kg) et Mastoura Soudani (60 kg), alors que les cinq médailles d'argent ont été décrochées par Tassadit Djamai (43 kg), Achouak Djamilia Tekouk (53 kg), Chahineze Rania Ghomari (57 kg), Filalia Hamoudi (69kg) et Hadil Boughezal (73 kg). Les lutteuses Samia Marej (49 kg) et Nawel Bahloul (65 kg) se sont contentées du bronze. Chez les cadets (gréco-romaine), les Algériens ont décroché la 1^{re} place par équipes avec un total de neuf médailles (3 or, 2 argent et 4 en bronze), devant l'Égypte avec huit médailles (5 or et 3 argent), tandis que la Tunisie a terminé à la 3^e place avec six médailles (2 or, 3 argent et 1 en bronze). Les sélections algériennes ont été sacrées dans les deux catégories grâce au systè-

me de l'Union mondiale de lutte (UWW) qui prend en considération les points récoltés pendant la compétition, même si le pays aura plus de médailles d'or au tableau général. «C'est un début prometteur pour les lutteurs algériens dans cette première journée des épreuves. Nous ambitionnons de remporter d'autres médailles dans les cinq prochaines journées. Je suis très satisfait par rapport à ces résultats qui confirment le travail réalisé par les staffs techniques respectifs», a déclaré le directeur technique national (DTN) de la FALA, Idriss Haoues. De son côté, l'entraîneur des cadettes, Sofiane Nouiga, a indiqué que «les sélections algériennes cadettes visaient la première place par équipes à travers leur participation au rendez-vous d'Alger.

Nous avons confirmé la bonne santé de notre sélection féminine qui constitue l'avenir de l'équipe première. J'espère qu'on va continuer sur la même lancée, demain à l'occasion des finales cadets de la lutte libre», a confié Nouiga. Pour lui, «la concurrence a été très rude de la part des Égyptiennes et Tunisiennes, mais notre premier objectif était d'obtenir la première place par équipes, ce qui est logique pour l'Algérie qui organise cette compétition». L'Algérie participe à ce rendez-vous africain avec 90 athlètes dans les catégories (cadets, juniors, seniors et féminine). La journée d'hier était consacrée à la lutte libre (cadets).

COA

Berraf signera des accords à Cuba

LE PRÉSIDENT de l'Association des comités nationaux olympiques africains (ACNOA), l'Algérien Mustapha Berraf, est à La Havane (Cuba) pour la signature d'accords d'échange et de coopération entre les pays africains et Cuba, a-t-on appris mardi auprès du Comité olympique et sportif algérien (COA). «Les entretiens programmés avec les autorités cubaines seront ponctués par la signature d'accords de coopération et d'échange pour la préparation des athlètes, la formation

des entraîneurs et la médecine sportive. Il sera également question de l'entraide stratégique avec le mouvement sportif cubain afin de relever les défis qui attendent les sportifs africains», indique l'instance olympique et sportive algérienne. A cette occasion, M. Berraf rendra visite aux boxeurs de la sélection algérienne, qui effectue un stage à Cuba en vue de la prochaine étape qualificative aux Jeux olympiques de Tokyo, prévue en février à Dakar (Sénégal).

Jeux arabes féminins des clubs-2020 (Karaté) L'Olympique de Birtouta troisième

L'OLYMPIQUE de Birtouta s'est adjugé la 3^e place des épreuves par équipes de karaté kumité des 5^{es} Jeux arabes féminins, disputés mardi à Sharjah (Emirats arabes unis). Le club algérien a été devancé par Al Ahly du Caire (Égypte) et Sharjah (Emirats arabes unis). Lors de la 1^{re} journée des épreuves de karaté, Safia Dine (-68 kg) et Renda Mekdas (-61 kg) avaient décroché les médailles d'or de leurs catégories respectives, alors que Imane Atif (+68 kg), Rayane Dine (-55 kg) et Narimène Lakrouf (-50 kg) se sont adjugées le bronze. En sports collectifs, les volleyeuses du GS Pétroliers ont obtenu une deuxième victoire en autant de matchs, en s'imposant devant leurs homologues syriennes Teldra de par 3 sets à 0 (25-4, 15-17, 25-8) et assurent leur qualification au deuxième tour. En basket-ball, les Pétrolières ont

concedé leur 1^{er} défaite en s'inclinant face aux Tunisiennes de l'ES Cap Bon 64 à 67. Cinq clubs algériens de cinq disciplines différentes prennent part aux 5^{es} Jeux arabes féminins organisés par la Fondation Femme et Sports de Sharjah, du 2 au 12 février dans cette ville des Emirats arabes. Les clubs algériens participant à cet événement sont : le GS Pétroliers (basket-ball et volley-ball), les Associations sportives féminines de Boudouaou et Bouzaréah (tennis de table), l'OM Birtouta (karaté) et Djibalouna d'Ouled Fayet (tir à l'arc). L'Algérie sera en revanche absente en athlétisme, ce qui va réduire ses chances de garder son titre de champion au tableau final des médailles. Au total, 15 pays arabes prennent part à ce rendez-vous sportif exclusivement féminin qui se disputera dans neuf disciplines.

MC Alger

Du pain sur la planche pour Neghiz

■ La direction du Mouloudia d'Alger a trouvé un arrangement définitif avec l'ancien coach-adjoint de l'EN du temps du sélectionneur français Christian Gourcuf, à savoir Nabil Neghiz, qu'elle a nommé nouvel entraîneur de l'équipe première en remplacement de Bernard Casoni, limogé par l'ancienne direction.



Neghiz aura fort à faire

Par Mahfoud M.

Neghiz s'est vite entendu sur tout avec le patron du Doyen, Abdenacer Almas et il était prévu qu'il signe son contrat hier après-midi. Il aurait même déjà désigné le staff technique avec lequel il devra travailler. Ainsi, on croit savoir qu'il aura Lafri Fawzi et Réda Babouche comme adjoints. Ces deux derniers connaissent très bien le MCA, étant donné que le premier était adjoint et a travaillé dans les catégories jeunes du Doyen, alors que le second a été joueur pendant plusieurs saisons. La direction s'est entendue avec le coach Neghiz pour jouer les premiers rôles et pourquoi pas lutter pour le titre, vu que l'écart n'est pas trop important avec le CRB, sachant que cinq points seulement séparent les deux formations algéroises. Neghiz qui a sa

petite idée sur le Mouloudia, a déjà drivé quelques joueurs parmi l'effectif actuel, dont Bourdim à la JSS, et Djabou et Rebaï à l'ESS. Pour revenir sur le choix de ce technicien local, au lieu d'un entraîneur étranger, il faut rappeler que le club traverse une crise aiguë et c'est pour cela que les dirigeants ont préféré opter pour un technicien local car il sera moins coûteux qu'un coach étranger qui demandera un salaire trop élevé. Il est clair qu'un grand chantier attend l'ex-

entraîneur adjoint de l'EN, sachant qu'il devra axer son travail dans un premier temps sur le côté psychologique puisque le mental des joueurs est touché après les dernières contre-performances que ce soit en championnat, en Coupe ou en compétition régionale. Il tentera, ensuite, de les pousser à redoubler d'efforts pour essayer de recoller au trio de tête, ce qui ne sera pas une mince affaire.

M. M.

Ligue 1 (16^e journée) L'ES bat l'USMA

L'ES SÉTIF s'est imposée devant l'USM Alger sur le score de 3 à 1, (mi-temps :1-0), en match comptant pour la 16^e journée du Championnat de Ligue 1 de football, disputé mardi au stade du 8-Mai-1945 de Sétif. Les buts sétifiens ont été inscrits par Laribi (45'+1), Guacha (55'), Kendouci (58'), alors que Zouari (90'+3') a réduit le score pour l'USM Alger. A la faveur de cette

victoire, l'ES Sétif (23 points) rejoint le MC Oran et CS Constantine à la 5^e place du classement, alors que l'USM Alger (24 points) occupe le 3^e rang à égalité avec la JS Kabylie. Cette première journée de la phase retour de Ligue 1 de football qui a débuté samedi, sera clôturée jeudi avec le match Paradou AC- US Biskra.

OGC Nice

Ounas absent face au Stade de Reims

EXPULSÉ face à Lyon dimanche dernier, Adam Ounas est automatiquement suspendu pour le déplacement à Reims (hier à 19h) lors de la 23^e journée de Ligue 1.

Une échauffourée avait éclaté face à l'OL et Ounas, déjà averti, y avait participé en chargeant le défenseur Marcelo par-derrière sous les yeux de l'arbitre. L'international Algérien des Aiglons avait été expulsé suite à un deuxième carton jaune.

De son côté, Boudaoui est convoqué pour le match et devrait enchaîner une nouvelle titularisation suite à ses bonnes performances. L'ancien du Paradou s'impose de plus en plus comme un élément fort du onze de Patrick Vieira.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Pétrole

Le panier de l'Opep à 54,66 dollars le baril

LE PRIX du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), composé de 14 bruts, s'est établi mardi à 54,66 dollars le baril, contre 55,51 dollars la veille, enregistrant une légère baisse de 85 cents, selon les données de l'Organisation publiées mercredi sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). L'Organisation pétrolière et son allié russe tiennent aujourd'hui à Vienne une réunion technique pour analyser la baisse des cours du brut en lien avec l'épidémie du coronavirus, selon les agences de presse étrangère citant une source proche de l'organisation. Selon la même source, la rencontre a vu la participation de l'ambassadeur de Chine et des représentants de ce pays à Vienne ou se trouve le siège de l'organisation afin de présenter les plans et les mesures de son pays pour faire face à l'impact de l'épidémie notamment sur le plan économique. Pour rappel, les prix de l'or noir accusent une forte baisse depuis le début de l'année, fragilisés par les inquiétudes de l'économie chinoise, qui tourne au ralenti en raison de l'épidémie de coronavirus. Le Comité technique de l'Opep et ses partenaires est chargé d'analyser la conjoncture sur le marché afin d'aider l'organisation à ajuster ses quotas de production selon les besoins du marché. L'Opep et ses alliés sont liés depuis 2016 par un accord de limitation de leur production destiné à soutenir les cours de brut face à une offre très abondante. La prochaine rencontre ministérielle de l'Opep et de ses partenaires extérieurs à l'organisation, à leur tête la Russie, est prévue pour les 5 et 6 mars prochain. (APS)

Audience présidentielle

Le président de la République reçoit le président du MSP

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelrezak Makri, dans le cadre des consultations qu'il a initiées sur la situation générale dans le pays et le projet d'amendement de la Constitution, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Cette audience s'inscrit dans le cadre des «consultations initiées par le président de la République avec des per-

sonnalités nationales, chefs de partis et représentants de la société civile concernant la situation générale dans le pays et le projet d'amendement de la Constitution», a ajouté la même source.

A cet effet, «le président de la République a pris note des avis et propositions de la délégation du parti concernant l'enrichissement de la Constitution et le parachèvement de la concrétisation des revendications et aspirations du peuple».

A cette occasion, «le Président Tebboune a réitéré avoir honoré son engagement électoral à satisfaire progressivement ce qui reste des revendications légitimes soulevées par le peuple le 22 février dernier, et ce, afin d'opérer un changement radical dans le mode de gouvernance et les méthodes de gestion qui puissent permettre au pays d'amorcer un nouveau départ dans tous les domaines et réhabiliter les bonnes mœurs dans la vie publique».

Le président de la République a également souligné que «cette démarche exige un plus large consensus national sur le projet d'amendement de la Constitution, suivant une méthodologie basée sur le dialogue et la concertation, afin de mobiliser les énergies pour l'édification de la nouvelle République», conclut la même source.

L. M.

Librairie Point Virgule

Rencontre avec Abdelmadjid Merdaci

COMMUNIQUÉ de la librairie Point virgule, Chéraga : Abdelmadjid Merdaci nous fera l'honneur et le grand plaisir d'être parmi nous samedi 8 février 2020 à partir de 14h pour présenter son dernier ouvrage «1^{er} Novembre 1954: La nuit des insurgés».

L'ouvrage de Abdelmadjid Merdaci, sociologue, historien et professeur des universités, se propose de remettre en perspective les fondements historiques de la revendication indépendantiste et d'éclairer, à la mesure des documents et témoignages disponibles, la maturation du recours à la lutte armée.

Nos routes de plus en plus meurtrières



Djalou@hotmail.com

Alors que le maire de Béjaïa est suspendu

Le vice-président chargé de l'éducation, culture et santé claqué la porte

■ Le vice-président de l'APC de Béjaïa Boualem Choulaï a claqué la porte de l'APC, hier.

Par Hocine Cherfa

Cette démission intervient sur fond de suspension du maire Aziz Merzougui dans une affaire de mauvaise gestion avec d'autres élus et les critiques qu'a essuyés l'APC ces derniers jours sur les réseaux sociaux. Elle intervient aussi après la désignation par 21 élus lors d'une réunion tenue à la fin de la semaine passée de Abdenour Tafouk maire par intérim en attendant la fin de l'affaire de M. Merzougui qui est placé

sous contrôle judiciaire par le juge instructeur du tribunal de Kherrata M. Choulaï était chargé de l'éducation, culture et santé publique au sein de l'APC. Connue pour ses positions inflexibles, M. Choulaï a demandé également aux autorités de mettre fin à son détachement à compter d'hier. Sa lettre de démission a été postée hier sur les réseaux sociaux et la décision semble irréversible. Un nouvel exécutif communal devrait être installé et annoncé prochainement suite à la suspension du

maire. Il est utile de noter que M. Tafouk, est pharmacien de profession et élu en 2^e position sur la liste du FFS. La fédération du FFS de la wilaya de Béjaïa a réagi à la suspension du maire un militant du parti dénonce avec force les agissements autoritaires décidés contre le P/APC de Béjaïa et tous les P/APC et élus des communes de la wilaya comme représailles pour leurs positions politiques hostiles au pouvoir de fait et à sa feuille de route hégémonique».

H. C.

Tribunal criminel de Ouargla

15 ans de prison ferme pour adhésion à un groupe terroriste

DES PEINES de 15 ans de prison ferme, avec saisi de véhicule, ont été prononcées mercredi par le tribunal criminel de Ouargla à l'encontre des dénommés A.Ab (28 ans) et A.Agh (34 ans), pour adhésion à un groupe terroriste.

L'affaire remonte, selon l'arrêt de renvoi, au mois de mai 2017 suite à l'interception à Mansoura (wilaya de Ghardaïa) par un détachement de la Gendarmerie

nationale d'un véhicule à bord duquel se trouvait un individu répondant aux initiales de S.Z en possession de faux papiers d'identité. Les investigations ont permis d'identifier le mis en cause et ses deux accompagnateurs, cités plus haut, et de découvrir leur appartenance à un groupe terroriste qui activait dans la région de Tizi-Ouzou. D'après leurs aveux, A.Ab et A.Agh assuraient, moyennant

des sommes en devises, le transport de blessés et de malades de leur bastion à Tizi-Ouzou vers la région de Tamanrasset pour leur repos, tout comme ils étaient chargés du transport de fonds entre des groupes terroristes. Le représentant du ministère public a requis dans cette affaire une peine de 20 ans de prison ferme à leur encontre.

O. N.

Finances

M.Ouaret assure toujours ses fonctions de directeur général des Douanes

CONTRAIREMENT à ce qui a été annoncé hier sur ces colonnes sur la foi d'une dépêche APS, la Direction générale des Douanes (DGD) a indiqué mardi soir dans un communiqué que Mohamed Ouaret assure toujours les fonctions de directeur général des Douanes. «La direction générale des Douanes tient à préciser que Mohamed Ouaret exerce toujours ses fonctions en qualité de

directeur général des Douanes», lit-on dans le communiqué.

Energie/Fin de fonction du P-DG de Naftal

La Société nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé mardi, dans un communiqué, qu'il a été mis fin aux fonctions du P-DG de Naftal, Belkacem Harchaoui. «En date du 04 février 2020, Il a été mis fin

aux fonctions de Belkacem Harchaoui en qualité de président-directeur général de Naftal Spa», indique le communiqué de Sonatrach. L'intérim de la direction générale de Naftal a été confié à Kamel Benfriha, qui occupait le poste de directeur de la division GPL au sein de cette filiale de Sonatrach, ajoute la même source.

M. L.